

ADOLF KIMMEL*

22 SEPTEMBRE 2013,
LA CHANCELIERÈ TRIOMPHE,
SA COALITION EST CONGÉDIÉE

141

LA CAMPAGNE ÉLÉCTORALE

La campagne pour les élections au Bundestag fut calme, terne, souvent ennuyeuse même. Les controverses pour la plupart assez vives, polarisant les électeurs sur des problèmes importants ou des leaders politiques et qui ont marqué les campagnes dans le passé, ont cette fois disparu. La crise de l'euro aurait pu en fournir le prétexte, mais le SPD (Parti social-démocrate) et les Verts, tout en contestant certains aspects de la politique de la chancelière, l'ont toujours soutenue au Bundestag. Les voix divergentes de Die Linke (La Gauche) et du parti eurosceptique AfD (Alternative für Deutschland) n'étaient guère audibles. Sur d'autres sujets, Angela Merkel a fait siennes, du moins partiellement, les positions de l'opposition. De ce fait, les différences se sont sensiblement affaiblies. Seules les propositions des partis de gauche d'augmenter les impôts ont été discutées avec un peu de passion.

La bonne santé économique de l'Allemagne (excellente compétitivité de son industrie, faible taux de chômage, solidité des finances publiques) étant un fait, Angela Merkel a donc joué, pour cette campagne, la carte du patriotisme économique. Elle a mis en avant la politique raisonnable de son gouvernement qui aurait rendu possible ce succès, tandis que la politique préconisée par l'opposition le réduirait à néant. Les partis de gauche ont certes rappelé les inégalités sociales, les emplois précaires et les bas salaires dans certaines branches, et revendiqué plus de justice sociale. Pour financer leurs programmes en matière sociale et des investissements publics qu'ils tiennent pour nécessaires (notamment dans le système éducatif), ils ont proposé d'augmenter les impôts pour les hauts revenus et les grosses fortunes. Cependant, comme la grande majorité des Allemands est satisfaite de la situation, plutôt optimiste, et qu'elle ne s'intéresse guère à la politique, les arguments de l'opposition n'ont pas vraiment pris. Si l'on ajoute à cela le

* Professeur émérite de science politique à l'université de Trèves.

goût marqué des Allemands pour la stabilité politique, qui est à leurs yeux une valeur en soi, le désir d'une alternance (*Wechselstimmung*) ne s'est guère fait sentir¹.

142 Les derniers jours de la campagne ont suscité davantage d'intérêt parce que l'issue du scrutin devenait plus incertaine. Aux élections régionales bavaroises du 15 septembre, le FDP (Parti libéral-démocrate), partenaire de la CSU (Union chrétienne sociale) au gouvernement à Munich comme à Berlin, tombait de 8 % à 3,3 % des voix et échouait devant le seuil de 5 %. S'il devait, aux élections au Bundestag, également rester au-dessous de cette barre, la coalition sortante n'aurait plus de majorité. D'autre part, le SPD et les Verts, qui ont exclu une coalition avec Die Linke à cause de différences politiques trop profondes, ne peuvent espérer obtenir à eux seuls la majorité. Pendant la dernière semaine de la campagne, le FDP a donc appelé avec insistance les sympathisants de la CDU-CSU à voter FDP avec leur deuxième voix afin qu'Angela Merkel puisse rester chancelière. Mais la CDU (Union chrétienne-démocrate) a rejeté énergiquement cette tentative de « voler » ses voix.

Pour comprendre les appels du FDP, il faut jeter un coup d'œil sur la loi électorale, assez compliquée il est vrai. L'électeur

allemand dispose de deux voix : avec la première il choisit, dans le cadre d'une circonscription, un des candidats comme député. C'est donc un scrutin uninominal à un tour (le système britannique). Avec la deuxième voix il choisit, dans le cadre d'un Land, la liste d'un parti. Cette deuxième voix est décisive car les sièges au Bundestag sont distribués proportionnellement aux pourcentages que les listes des partis obtiennent. C'est donc un système proportionnel, corrigé par la clause des 5 %². Il arrive qu'un parti ait plus de candidats élus par la première voix que ce que le résultat de la deuxième voix (par liste) lui accorde. Ces candidats élus « de trop » gardent leurs sièges. Jusqu'à présent, seuls la CDU-CSU et le SPD ont obtenu des sièges supplémentaires (*Überhangmandate*)³, gonflant ainsi leurs groupes parlementaires⁴. Les candidats des petits partis ne gagnent pas assez de circonscriptions pour y parvenir. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a déclaré, dans une décision du 25 juillet 2012, que ces sièges supplémentaires étaient contraires à la Loi fondamentale qui prescrit l'égalité du vote (art. 38). Le Bundestag a donc été obligé de corriger la loi électorale – ce qui fut fait le 21 février 2013. Les sièges supplémentaires ne sont pas supprimés mais compensés : les partis qui ne gagnent pas de

1. Si l'on met à part la période relativement brève des chanceliers Erhard et Kiesinger (au pouvoir respectivement trois ans de 1963 à 1969), les chanceliers étaient au pouvoir plus de neuf ans et demi en moyenne.

2. Pour participer à la répartition proportionnelle des sièges, un parti doit en effet obtenir plus de 5 % de la totalité des suffrages ; si cependant il conquiert au moins trois « mandats directs » (via la première voix), la clause de 5 % tombe et il peut siéger au Bundestag.

3. À une seule exception : en 1953, le Deutsche Partei (DP), disparu depuis longtemps, a eu un siège supplémentaire. Aux élections de 2009, les candidats de la CDU ont gagné dans le Bade-Wurtemberg 37 des 38 circonscriptions. Avec la deuxième voix la CDU obtient « seulement » 34,4 %. Par conséquent elle a eu, dans ce seul Land, 10 sièges supplémentaires.

4. Aux élections de 2009, la majorité de la coalition fut ainsi augmentée de 24 sièges à une majorité plus confortable de 42 sièges.

sièges supplémentaires en obtiennent un nombre équivalent. Ce n'est désormais plus un groupe ou une majorité qui est

gonflé(e) mais tout le Bundestag: au lieu de 598 députés, il y en a maintenant 631 (en 2009, il y en avait déjà eu 622).

Élections fédérales du 22 septembre 2013

<i>Parti</i>	<i>% des voix</i>	<i>Progression (%)</i>	<i>Nombre de sièges</i>
CDU-CSU	41,5	+ 7,7	311
SPD	25,7	+ 2,7	193
Die Linke	8,6	- 3,3	64
Les Verts	8,4	- 2,3	63
FDP	4,8	- 9,8	-
AFD	4,7	+ 4,7	-
Autres	6,2	+ 0,2	-
Total			631

143

LES RÉSULTATS ET LEURS CAUSES

La participation électorale (71,5 %) a légèrement augmenté (+ 0,7 %) par rapport à 2009 mais elle reste assez faible⁵. La campagne peu passionnante, la perspective invraisemblable que le SPD et les Verts obtiennent la majorité et la quasi-certitude que la chancelière garderait son poste n'étaient pas de nature à mobiliser les électeurs.

L'élément nouveau est le pourcentage fort élevé des voix « perdues » (15,7 %), celles des partis qui n'ont pas franchi le seuil des 5 %. Jusqu'à présent, ce pourcentage n'avait atteint que 8,1 % en 1990 et 7 % en 1957 et 2002, et il était resté nettement au-dessous lors des autres scrutins (en deçà même de 1 % en 1972, 1976 et 1983). En effet, deux partis, le FDP et l'AFD ont atteint entre 4,5 % et 5 % des suffrages, ce qui n'était jamais arrivé. Le nombre considérable de voix perdues

a pour effet que la CDU-CSU frôle, avec seulement 41,5 %, la majorité absolue des sièges, tandis qu'auparavant il fallait avoir 47 % ou plus⁶.

En ce qui concerne les résultats obtenus par les partis, plusieurs aspects sont à souligner. Le score le plus frappant est sans doute celui du FDP. Aux dernières élections, en 2009, il a fêté le meilleur résultat de son existence; cette fois, c'est le plus mauvais. Il fait une chute de presque 10 points, reste au-dessous de 5 % et est éliminé du Bundestag. Pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, ce parti qui a participé au gouvernement plus longtemps que le SPD et même que la CDU-CSU n'est plus représentée au Bundestag. On peut avancer trois causes à cet échec cuisant: sa politique peu convaincante et trop unilatérale (baisse d'impôts, dont profiterait surtout sa clientèle aisée); ses dirigeants manquant

5. Pour les seize élections de 1949 à 2005, la participation s'est située sept fois entre 75 % et 85 %, sept fois entre 85 % et 90 % et deux fois même au-dessus de 90 %.

6. Ainsi, en 1976, avec 48,6 % des voix, la CDU-CSU n'obtient pas la majorité absolue des sièges et reste dans l'opposition, puisque le SPD et le FDP forment à l'époque une coalition.

d'envergure; et, finalement, le refus de la CDU-CSU de soutenir la campagne de son partenaire en lui « prêtant » des deuxièmes voix⁷. Notons que sans l'AFD, qui prend plus de quatre cent mille électeurs au FDP, les libéraux auraient tout de même pu franchir le seuil fatidique. La plus grande partie de ses électeurs « infidèles » est allée, logiquement, à la CDU-CSU (deux millions environ). Cette dernière obtient son meilleur résultat depuis la réunification. Après les trois scrutins précédents qui ont déçu, les chrétiens-démocrates retrouvent leur force d'autrefois. Ce succès a un nom : Angela Merkel. Même s'il ne faut pas confondre l'élection présidentielle française et ces élections⁸, jamais depuis les années déjà lointaines d'Adenauer la personnalité du chancelier n'a pesé aussi lourd dans une élection au Bundestag.

Le SPD fait un peu mieux qu'en 2009 mais son score reste décevant. À l'exception de 2009, il a toujours fait mieux, souvent nettement. En 1953 et 1957 seulement, quand Konrad Adenauer était à son apogée, l'écart entre la CDU-CSU et le SPD était plus grand. La principale cause des problèmes du SPD, c'est, depuis les années 1980, la transformation du système de partis. Jusqu'au début des années 1980, il n'y avait que trois partis au Bundestag : la CDU-CSU, le SPD et le FDP. En effet, les nouveaux venus, à savoir les Verts et

plus tard Die Linke, recrutent une bonne partie de leurs électeurs dans les mêmes couches sociales que le SPD (Die Linke surtout en Allemagne de l'Est). Par conséquent, le SPD n'a obtenu, depuis trente ans, qu'une seule fois plus de 40 %⁹, tandis qu'il avait toujours franchi ce seuil depuis 1969. Mais il y a d'autres causes à cet échec : la nomination prématurée de Peer Steinbrück comme candidat au poste de chancelier alors que la campagne n'était pas encore préparée et débutait mal. Peer Steinbrück (ministre des Finances pendant la grande coalition de 2005 à 2009) a commis quelques gaffes pendant la campagne électorale et était loin de connaître une popularité comparable à celle de la chancelière. Le programme électoral du parti, relativement à gauche, ne s'accordait pas bien avec son leader, représentant de l'aile droite du parti et nommé pour gagner des électeurs modérés au centre. Les gains modestes du SPD viennent surtout du FDP et des Verts.

Die Linke et les Verts reculent. Tandis que les derniers sont très déçus, Die Linke se montre fort contente d'arriver à la troisième place, derrière les deux « grands ». Ses pertes sont dues à de vives controverses internes entre les modérés et les radicaux, peut-être aussi à la semi-retraite d'Oskar Lafontaine. Il est remarquable que ses électeurs perdus aillent en partie à l'AFD. Les

7. Cet arrangement a souvent fonctionné dans le passé. Mais le souvenir des élections régionales en Basse-Saxe en janvier 2013 a traumatisé la CDU : le FDP étant près d'échouer sous la barre de 5 %, la CDU a modéré sa campagne pour la deuxième voix et même fait comprendre qu'elle était d'accord avec cet arrangement. Un certain nombre de sympathisants de la CDU a donc voté FDP avec la deuxième voix décisive. La CDU a sensiblement perdu, le FDP a obtenu 9,9 % – mais le SPD et les Verts ont eu la majorité.

8. D'après un sondage de l'Institut Allensbach, 57 % des sondés déclarent que le plus important est de savoir quels partis formeront le gouvernement; 35 % sont d'avis que la personnalité à la tête du gouvernement compte plus (*Frankfurter Allgemeine*, 12 juillet 2013).

9. En 1998, il obtient 40,9 %. Une bonne partie des électeurs en avait assez du chancelier Kohl, au pouvoir depuis seize ans et ne montrant plus beaucoup d'imagination et d'initiative politiques.

Verts, crédités, après l'accident de Fukushima, de plus de 20 % des intentions de vote, ont présenté un programme plus à gauche que par le passé (notamment en matière fiscale) et négligé ce qui est leur caractéristique, à savoir l'écologie et la politique de l'énergie après la sortie du nucléaire. Aussi une partie de leur électoral modéré les a-t-elle quittés (pour se tourner vers la CDU, mais aussi vers le SPD) sans qu'ils puissent compenser cette perte par un gain à gauche. L'AFD, fondée seulement en avril 2013, remporte un succès relatif, même si elle reste au-dessous de 5 %. Ses électeurs viennent surtout du FDP, de la CDU-CSU et, ce qui peut surprendre, de Die Linke. Dans ce dernier cas, il s'agit probablement d'un électoral protestataire populaire, sa protestation se dirigeant cette fois contre un soutien à la Grèce et à d'autres pays européens.

GÉOGRAPHIE ET SOCIOLOGIE ÉLECTORALE

Chaque parti est plus ou moins bien implanté selon les régions. Même si les statistiques officielles ne donnent plus de résultats séparément pour la partie est (ancienne République démocratique allemande) et la partie ouest (ancienne République fédérale d'Allemagne) du pays, des différences importantes existent toujours. C'est Die Linke qui montre la différence la plus accusée : 22,7 % sur le premier territoire, mais seulement 5,6 % sur le second. Tous les autres partis obtiennent des résultats meilleurs dans la partie ouest. Le FDP y franchit, avec 5,2 %, le seuil de 5 %.

Certaines régions peuvent même être un désert pour tel ou tel parti. La CDU-CSU

a de bons résultats partout, mais elle est particulièrement forte, dominant tous les autres partis, dans l'Allemagne du Sud. La Bavière et le Bade-Wurtemberg, deux régions prospères, fournissent presque un tiers de son électoral. Elle gagne (avec la première voix) toutes les circonscriptions dans ces deux Länder ainsi qu'en Sarre. En Rhénanie-Palatinat, il ne lui en manque qu'une seule. Il est plus remarquable encore qu'elle gagne aussi, dans les Länder de l'ancienne République démocratique allemande (sauf Berlin-Est), toutes les circonscriptions sauf une seule¹⁰. Die Linke doit ici lui céder ses onze circonscriptions gagnées en 2009. Même si les résultats de ses listes ne correspondent pas toujours à ce triomphe inattendu, les gains de la CDU dans les nouveaux Länder sont supérieurs à la moyenne. Par conséquent, 236 des députés de la CDU-CSU sont élus par la première voix dans une circonscription et seulement 75 sur les listes. Si la CDU a un point faible, c'est la région industrielle de la Ruhr. Ses résultats s'y situent autour de 30 % ou même au-dessous. Dans le Land Rhénanie-du-Nord-Westphalie (le plus peuplé de l'Allemagne), ses gains sont au-dessous de la moyenne. Réciproquement, la Ruhr reste un bastion du SPD tandis que ce dernier n'attire qu'un cinquième des électeurs en Bavière et en Bade-Wurtemberg. Seulement 58 des candidats du SPD dans les circonscriptions sont élus par la première voix. Dans une grande partie de l'Allemagne, il n'y a donc plus de députés du SPD élus directement.

L'élimination du FDP du Bundestag est due en grande partie à ses mauvais résultats dans l'ancienne République démocratique allemande. Dans quatre des six Länder, il

10. Il s'agit de la circonscription (dans le Brandebourg) de Frank-Walter Steinmeier, président du groupe SPD au Bundestag et ministre des Affaires étrangères de 2005 à 2009.

n'obtient même pas 3 %, en Saxe 3,1 % et à Berlin 3,6 %. Pour les Verts, ce territoire est également difficile. Dans les six Länder, ils ne franchissent pas le seuil de 5 %. Si la partie est constitue toujours la place forte de Die Linke, son recul y est, avec 5,8 points, plus marqué. L'AFD par contre y fait, avec 5,8 %, mieux que dans la partie ouest de l'Allemagne (4,4 %). Il est évident que ce résultat est dû en grande partie aux transfuges de Die Linke.

146 Du point de vue de la sociologie électorale, deux éléments expliquent pour une large part la victoire de la CDU-CSU. Particulièrement important est l'attrait qu'elle exerce sur l'électorat âgé. La moitié des électeurs de 60 ans et plus lui donnent leur voix ; c'est une avance de 20 points sur le SPD. Parmi les femmes, le pourcentage est encore plus élevé¹¹. Si l'on tient compte du fait que les électeurs âgés sont nombreux (et les femmes plus nombreuses que les hommes) et qu'ils votent davantage que les jeunes, ce résultat est pour beaucoup dans la victoire de la CDU-CSU. L'autre explication est la progression de 10 points de la CDU parmi les protestants (42 %). On peut supposer que la personnalité d'Angela Merkel, fille d'un pasteur, a aidé à faire des progrès dans cet électorat, longtemps plutôt réticent à voter pour un parti jugé trop catholique. Même dans l'électorat ouvrier, la CDU-CSU devance le SPD (35 % contre 27 %), qui se considère comme le parti traditionnellement favorisé par les ouvriers.

Mais pourquoi donc les électeurs ont-ils donné une belle victoire à la CDU-CSU ? Pourquoi ont-ils sanctionné le SPD et

les autres partis de gauche d'un résultat médiocre ? On a déjà mentionné un facteur, important : la bonne santé économique de l'Allemagne qui n'incite pas à changer (complètement) de gouvernement. L'économie a joué plus concrètement un rôle primordial parce que les électeurs attribuent plus de compétence économique à la CDU qu'au SPD (57 % contre 21 %). Ils font aussi davantage confiance aux chrétiens-démocrates en ce qui concerne la création de nouveaux emplois, la conduite d'une politique financière solide ou la maîtrise de la crise de l'euro. S'ils admettent que le SPD s'occupe davantage de la justice sociale (40 % contre 26 %), cela ne suffit pas à rattraper l'avantage de la CDU-CSU. Avec un chômage relativement bas (6,5 %), la lutte contre celui-ci n'a plus la même priorité qu'autrefois.

Il faut donc, finalement, en revenir au facteur personnel. Si presque la totalité des sympathisants de la CDU-CSU soutiennent leur candidate, seulement trois quarts de ceux du SPD sont d'accord avec Peer Steinbrück¹². Une très grande majorité des Allemands (environ les trois quarts) se disent satisfaits de l'action d'Angela Merkel et une nette majorité (autour de 60 %) la préfère à son challenger au poste de chancelier. Des minorités de 15 % à 30 % (chez les Verts) des partis de gauche se trouvent parmi elle.

QUELLE COALITION GOUVERNEMENTALE ?

Angela Merkel restera donc chancelière, mais avec quelle coalition

11. Les chiffres précis se trouvent dans un sondage de l'Ifop : « Retour sur les résultats des élections législatives allemandes », *Chroniques allemandes*, n° 12, 1^{er} octobre 2013. Cf. aussi l'analyse de la Konrad Adenauer Stiftung : Viola Neu, *Bundestagswahl in Deutschland am 22. September 2013*, Berlin, KAS, 2013.

12. Parmi les électeurs des Verts et de Die Linke, ce n'est plus que la moitié.

gouvernera-t-elle ? Au moment où ces lignes sont écrites, on ne connaît pas encore la réponse et il faudra patienter des semaines avant de la connaître. Plusieurs solutions à ce problème plus difficile qu'il n'y paraît sont possibles.

Pour sortir de l'impasse, une première solution pourrait être la formation d'un gouvernement chrétien-démocrate homogène, mais ce serait un gouvernement minoritaire car cinq sièges manquent pour faire une majorité absolue. Toutefois, la chancelière a déclaré qu'il fallait à l'Allemagne un gouvernement fort et stable, disposant donc d'une majorité au Bundestag, pour affronter les problèmes difficiles, notamment en ce qui concerne la crise de l'euro. Par ailleurs, sauf pendant de très brèves périodes de transition, l'Allemagne n'a jamais connu un gouvernement minoritaire au niveau fédéral. À la différence de la Constitution de la V^e République, la Loi fondamentale ne permet guère qu'un gouvernement minoritaire puisse fonctionner sur une période longue.

Théoriquement, il reste trois possibilités de majorités différentes : rouge-rouge-vert (le SPD, Die Linke et les Verts), noir-vert (CDU-CSU et les Verts) ou noir-rouge (la grande coalition entre la CDU-CSU et le SPD). La première formule, une coalition des trois partis de gauche, peut paraître, vue de France, tout à fait normale, mais elle est la moins vraisemblable. Le SPD et les Verts ont, avant les élections, exclu formellement une telle coalition. Il paraît impensable qu'ils ne tiennent pas parole. En outre, un tel gouvernement serait fragile, menacé à tout moment de se défaire à cause d'une

majorité étroite (trois sièges) et de divergences profondes à l'intérieur des partis et entre ces partis. Ces divergences concernent surtout la politique extérieure, européenne et financière. On peut ajouter qu'une telle coalition serait très mal vue par l'opinion.

La deuxième possibilité serait une coalition entre la CDU-CSU et les Verts. Elle n'est pas exclue mais peu vraisemblable. Il ne sera pas facile de trouver des compromis pour un certain nombre de problèmes et il y a des aversions personnelles réciproques. La CSU refuse fermement une telle coalition. Difficulté supplémentaire, ce gouvernement n'aura pas de majorité du tout au Bundesrat, aucun Land n'étant gouverné par une telle coalition. Par ailleurs, cette coopération ne fut pratiquée que rarement au niveau des Länder et ces expériences ont mal tourné¹³. Et effectivement, les pourparlers n'ont pas abouti.

Reste la grande coalition entre la CDU-CSU et le SPD. Les Allemands dans leur majorité préféreront probablement cette coalition, qu'ils connaissent déjà bien¹⁴, tandis que les deux autres formules ne sont approuvées que par des minorités. Mais le chemin pour aboutir à ce gouvernement, s'il se réalise, sera long et ardu. Si les différences sur plusieurs problèmes importants sont considérables, elles ne paraissent pas insurmontables. Ce sont les résistances très fortes parmi les cadres et les militants du SPD qui constituent l'obstacle le plus difficile. La dernière grande coalition s'est soldée par un échec cuisant du SPD aux élections de 2009 et a laissé un souvenir amer. La majorité des dirigeants du parti tient probablement la grande

147

13. La coalition CDU-Verts à Hambourg n'a duré que de 2008 à 2010. En Sarre, il y a eu une coalition CDU-FDP-Verts (dite *Jamaika*) de 2009 à janvier 2012. Il est vrai que sa fin prématurée était due aussi aux problèmes internes du FDP.

14. Au niveau national, il y a eu la grande coalition de 1966 à 1969 et de 2005 à 2009. Au niveau des Länder, les grandes coalitions étaient assez nombreuses. Actuellement, cinq Länder sont ainsi gouvernés.

coalition pour inévitable, mais il n'est pas acquis que la majorité des adhérents¹⁵, qui devront se prononcer finalement sur un contrat de coalition, y consente. Les dirigeants auront de la peine à convaincre les militants que la grande coalition est probablement un moindre mal pour le SPD, car les autres solutions pourraient se révéler pires encore pour le parti. Un « petit congrès » du SPD (229 délégués) qui s'est tenu le 20 octobre a donné, à une grande majorité (85 %), le feu vert à la direction du parti pour entamer de vraies négociations avec la CDU-CSU en vue de la formation d'une grande coalition. Selon toute vraisemblance, ce gouvernement devrait être prêt avant Noël.

Si la grande coalition n'aboutit pas, une coalition « noir-vert » reste envisageable. Au sein de la CDU comme chez les Verts, des tendances y sont favorables. Les pourparlers ont certes échoué, mais ils pourraient reprendre : la CDU-CSU et les Verts ont exprimé des regrets et déclaré que les différences n'étaient plus insurmontables. Si une telle coalition fonctionne bien, les Verts pourront remplacer à la longue le FDP comme partenaire de la CDU-CSU. Dans ce cas, le SPD risque de se trouver pour longtemps dans l'opposition. Si de nouvelles négociations entre la CDU-CSU et les Verts échouent aussi, la dissolution du Bundestag et de nouvelles élections sont la seule issue. Aux yeux de l'opinion, le SPD et les Verts seront tenus pour responsables de l'échec. Il est possible – les sondages le laissent déjà présager – que les électeurs donnent alors la majorité absolue à la CDU-CSU. Mais il n'est pas exclu que le FDP obtienne plus

de 5 %, rentrant ainsi au Bundestag et redevenant le partenaire de la CDU-CSU. Mais si l'AFD franchit également le seuil de 5 %, les acteurs politiques se retrouveront à la case départ...

Une transformation du système des partis s'esquisse qui pourrait avoir des conséquences importantes. Le SPD ne réitérera pas l'interdiction d'une alliance éventuelle avec Die Linke, et les Verts ont fait savoir qu'ils n'excluront désormais aucune coalition gouvernementale. La frontière entre les deux camps, la droite et la gauche, qui n'est déjà pas aussi nettement marquée qu'en France, va peut-être se faire encore plus poreuse.

ANGELA MERKEL, REINE DE LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE

L'Allemagne devra encore patienter jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, mais l'Europe sait déjà que, quoi qu'il arrive, c'est Angela Merkel qui représentera son pays dans les instances européennes. Mais qui est cette femme vue comme la plus puissante en Europe ? Même les Allemands considèrent souvent leur chancelière, extraordinairement populaire, comme un personnage énigmatique, un sphinx.

La carrière politique d'Angela Merkel est une des plus étonnantes et des plus fulgurantes qu'on puisse imaginer¹⁶. Par quelle voie mystérieuse, elle qui a un profil en presque tous points contraire au profil classique d'un leader de la CDU, est-elle parvenue à la tête de ce parti, et même à rester à la tête du gouvernement, comme Adenauer et Kohl, pour la troisième

15. Au nombre de 477 037, le 31 décembre 2012.

16. La meilleure biographie est à ce jour celle de Gerd Langguth, *Angela Merkel. Aufstieg zur Macht*, 2^e éd., Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag, 2007. Cf. aussi Ralph Bollmann, *Die Deutsche. Angela Merkel und wir*, Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 2013.

législature consécutive ? Divorcée, remariée, sans enfants, protestante¹⁷ et originaire de l'Allemagne de l'Est, elle est la première femme à avoir accédé à la tête de ce parti. En République démocratique allemande¹⁸, elle n'a pas fait carrière dans les rangs de la SED, parti communiste dominant, mais elle n'a pas non plus été une adversaire du régime. Elle s'accommodait de la situation donnée, militait dans les organisations de jeunesse (FDJ), faisait des études de physique et travaillait dans un institut de recherche. Elle ne s'engage sur le terrain politique qu'après la chute du Mur et devient, à la surprise de quelques-uns de ses collègues¹⁹, membre de la CDU le 1^{er} octobre 1990. En décembre 1991, elle est déjà élue vice-présidente du parti (la seule) et obtient en 1998 le poste plus important de secrétaire générale. Grâce à la protection du chancelier Kohl²⁰, elle est ministre (la plus jeune, à 36 ans) pour les questions des femmes et de la jeunesse, en janvier 1991. En 1994, elle se retrouve au ministère de l'Environnement. Profitant de la crise des caisses noires de la CDU, elle est élue pour la première fois présidente du parti en avril 2000, dix ans seulement après le début de sa carrière politique et sans qu'elle dispose du soutien d'une fédération forte (*Landesverband*) ou d'un groupe social important au parti (par exemple, les femmes ou

les protestants). Après avoir dû céder la place de candidate au poste de chancelier aux élections de 2002 – perdues d'ailleurs – à Edmund Stoiber, ministre-président de la Bavière, elle devient, à 51 ans, chancelière, en 2005, après les élections gagnées de justesse devant le SPD (35,2 % contre 34,2 %).

Un homme, encore plus une femme, qui réussit une telle carrière politique doit avoir des qualités personnelles et politiques exceptionnelles. Inutile de souligner qu'elle est ambitieuse et dispose d'une intelligence et d'une aptitude d'analyse remarquables (on peut voir dans sa formation de physicienne une explication partielle). Elle comprend rapidement une situation ou un problème. Surtout, elle apprend très vite les « règles » et les particularités de la politique. D'abord, on la sous-estime, ce qui certes facilite son ascension. Rapidement, elle montre un sens aigu du pouvoir et une grande habileté tactique. S'il le faut, elle peut se montrer assez dure. Bientôt, on parle de Machiavella ou de Merkievellisme. Ce n'est pas un hasard si elle a éliminé tous ses rivaux – tous des hommes – sur sa route vers les sommets du pouvoir, même si leur position de départ paraissait plus avantageuse. Elle ne s'ouvre guère et reste, comme elle l'avoue elle-même, méfiante (probablement un héritage de sa vie en République démocratique allemande).

149

17. Parmi les présidents de la CDU, seul Ludwig Erhard et Wolfgang Schäuble étaient protestants. Mais ils n'ont occupé ce poste que pendant trois ans (de 1966 à 1967 et de 1998 à 2000). C'est le catholicisme rhénan qui a donné son empreinte à la CDU. Konrad Adenauer et Helmut Kohl ont été présidents du parti pendant quarante et un ans !

18. Elle est née à Hambourg en 1954, mais son père, pasteur de l'Église protestante, déménage à l'Ouest quelques mois après sa naissance.

19. Lothar de Maizière, le dernier ministre-président de la République démocratique allemande, croyait qu'elle était plus à gauche, plus proche du SPD. Merkel était porte-parole adjointe du dernier gouvernement de la République démocratique allemande. Sa mère s'engagera au SPD son frère dans un groupe écologiste.

20. On l'a appelée, avec une certaine condescendance, *Kohls Mädchen* (la gamine de Kohl).

Et alors que sa carrière est déjà longue, elle reste encore, à beaucoup d'égards, un personnage énigmatique.

150 Ce qui frappe les observateurs, ce sont ses volte-face brusques sur un certain nombre de questions (sortie du nucléaire, fin du service militaire obligatoire, salaire minimum, frein des loyers dans les grandes villes, etc.). Puisqu'il s'agit toujours d'un abandon de positions qui faisaient partie du programme de la CDU et – partiellement au moins – de l'adoption de positions des partis de gauche, l'aile conservatrice de la CDU est inquiète et parle de « social-démocratisation ». Mais la victoire électorale – et aussi l'échec de l'AFD – va faire taire les grincheux. Le mouvement de la CDU vers le centre a permis de gagner de nouvelles couches de l'électorat, ce qui rend le parti capable de former une coalition avec le SPD comme avec les Verts (au niveau d'un Land). Mais on a pu se poser la question de savoir si Angela Merkel a une base idéologique²¹. De par sa biographie, elle n'est enracinée dans aucun des milieux socioculturels de la République fédérale d'Allemagne. Elle incline vers le libéralisme économique mais est prête à l'atténuer si les électeurs se rebiffent²². De toute façon, un pragmatisme sans complexes est son trait caractéristique.

Et comment expliquer sa popularité extraordinaire, plus grande que celle du chancelier Kohl²³ ? Outre ses qualités proprement politiques, son image personnelle semble jouer un rôle important. Elle est d'une simplicité et d'une modestie sympathiques²⁴, ne montre aucune vanité, aucun égocentrisme, et n'a aucune inclination pour le culte de la personnalité. Son surnom *Mutti* (Maman) fait comprendre ce que les électeurs apprécient chez elle. Elle est rassurante, donne à ses compatriotes le sentiment qu'elle s'occupe d'eux, les protège. Ainsi, les électeurs allemands croient, dans leur majorité, qu'elle défend mieux que personne leurs intérêts – et leur épargne – dans la crise de l'euro. Ils ont confiance en elle, en sa maîtrise des problèmes qui peuvent se poser. Si elle dit : « Vous me connaissez », cela vaut mieux que n'importe quel programme élaboré.

Contrairement à ses homologues des autres pays européens, battus aux élections et contraints à la retraite après l'éclatement de la crise de l'euro, elle peut donc poursuivre sa carrière politique, et sa voix pèsera aux prochains sommets européens.

Saint-Ingbert, le 20 octobre 2013

21. Jürgen Habermas écrit que « tout noyau normatif lui manque » (*Der Spiegel*, 5 août 2013).

22. Ainsi, elle abandonne les positions les plus radicales, prises de son initiative au congrès de la CDU à Leipzig en décembre 2003, après le résultat décevant des élections de 2005.

23. La *Süddeutsche Zeitung* du 24 septembre 2013, se référant au *Figaro*, écrit que 56 % des Français, s'ils avaient eu à faire un choix, auraient voté pour Angela Merkel.

24. D'après les sondages, 56 % la trouvent plus sympathique que Peer Steinbrück du SPD (25 %).